



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New letter Europe N° 50 du 26 octobre au 10 Novembre 2024



ÉLECTIONS AMÉRICAINES :

L'Union européenne doit prendre son avenir en main !

A la suite de la réélection de Donald Trump à la présidence des USA le mercredi 6 novembre 2024, 15 universitaires membres du conseil scientifique de l'Union des Fédéralistes Européens dont 3 Lyonnais (Christophe Chabrot, Jacques Fayette et Gaëlle Marti) ont publié une tribune dans les colonnes du journal Le Monde "*La réélection de Donald Trump est de nature à bousculer trois principes qui sont au fondement même du mode de vie et de la prospérité de l'Europe : une économie reposant en large partie sur le commerce transatlantique, une sécurité dépendant principalement de l'OTAN, et des systèmes politiques fondés sur la démocratie libérale et la croyance dans la possibilité d'une concorde entre les peuples*" C'est pourquoi "*Le retour du républicain à la Maison Blanche devrait inciter les Européens à poursuivre l'intégration européenne pour assurer eux-mêmes leur prospérité économique, leur sécurité militaire et la promotion des valeurs démocratiques.*

Sur les questions de défense européenne, Donald Trump s'est montré très critique sur l'OTAN où il reproche aux pays européens de ne pas suffisamment contribuer au financement de l'alliance. De là à quitter l'OTAN, tout est possible avec ce président imprévisible. Dans la guerre d'invasion russe en Ukraine, celui qui fera son retour à la Maison Blanche le 20 janvier 2025 affirme régulièrement pouvoir mettre fin à la guerre en Ukraine "en 24 heures" sans expliquer comment il pense faire ? "*Les européens ne doivent pas déléguer pour l'éternité leur sécurité aux Américains*" a prévenu le président Macron. La politique de sécurité et de défense commune prévoit le recours aux moyens

civils et militaires afin d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale. Cette politique de défense commune de l'Union européenne peut être mise en œuvre dès un vote à l'unanimité du Conseil européen.

D'un point de vue économique, les USA représentent 20% des exportations européennes et pour les importations, les Etats-Unis sont au 2^e rang après la Chine, mais avec les prises de positions protectionnistes de celui qui va retrouver la Maison Blanche à partir de janvier 2025, le risque d'une forte augmentation des droits de douanes est à craindre. Sur le numérique l'UE a renforcé la modération des réseaux avec le Digital Services Act (DSA) sur le traitement de la désinformation et la domination des géants du web avec le Digital Markets Act (DMA), ce qui est peu apprécié par Elon Musk, le soutien actif de Donald Trump, mais aussi le propriétaire de la plateforme X (ex-Twitter). Comme climato-sceptique, Donald Trump défend l'extraction des énergies fossiles et promet de re-sortir de l'accord de Paris qui devrait limiter le réchauffement planétaire et à lutter contre le changement climatique Pour l'ancien commissaire européen au marché intérieur Thierry Breton « *L'Europe est seule face à son destin* » elle doit donc tout faire pour acquérir sa propre autonomie stratégique.

Source : UEF du 6 novembre 2024



LA COMMUNAUTÉ POLITIQUE EUROPÉENNE :

"Ecrivons ensemble notre avenir ancré dans la paix, l'espoir, la stabilité et la prospérité partagée" Charles Michel, président du Conseil Européen.

Le 7 novembre à Budapest les 42 pays membres de la Communauté politique européenne (les 24 Etats membres de l'UE, plus l'Albanie, Andorre, l'Arménie, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, le Kosovo, le Lichtenstein, la Moldavie, Monaco, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Norvège, Saint-Martin, la Serbie, la Suisse, la Turquie, l'Ukraine et le Royaume Uni), réunis en sommet ont examiné les défis en matière de sécurité du continent européen, face à la guerre d'invasion menée par la fédération de Russie contre l'Ukraine et l'escalade des tensions au Proche-Orient. Ils ont aussi débattu de la migration irrégulière et des questions économiques et de connectivité en matière d'énergie, de transport, de technologies de l'information et du commerce mondial. De plus, en fonction des élections américaines, ils ont aussi discuté des futures relations entre l'UE et les Etats Unis.

Le lendemain, le Conseil européen des 27 chefs d'Etats et de gouvernements, à la suite du rapport Draghi sur la compétitivité européenne, ont adopté à l'unanimité "La déclaration de Budapest sur un pacte pour une nouvelle compétitivité européenne" celle-ci propose un approfondissement du marché unique notamment dans les secteurs des télécoms et de l'énergie, ainsi que la mise en place d'une véritable Union des marchés des capitaux mobilisant l'épargne des Européens, mais aussi le renouvellement de la stratégie industrielle de l'UE. Pour répondre à la perte de vitesse de la compétitivité européenne, les chefs d'Etats et de gouvernements estiment qu'il faut rendre moins contraignants les textes législatifs actuels pour les entreprises et misent sur "une révolution de la simplification". A l'issue de leurs travaux les dirigeants européens ont proclamé «Nous devons adopter un état d'esprit favorable basé sur la confiance, permettant aux entreprises de prospérer sans réglementation excessive»

Source : *L'Usine Nouvelle* du 8 novembre 2024



COP 29 : La conférence de Bakou en Azerbaïdjan sur le climat et le changement climatique

Du 11 au 22 novembre à Bakou, la 29e Conférence des Parties (COP 29) réunit 197 pays qui s'inscrivent dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques adoptés à l'occasion du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 afin de lutter contre le changement climatique au niveau mondial. Depuis lors des COP, les pays négocient des accords internationaux et veillent au respect des engagements pris par les Etats en matière de climat. En plus des 27 Etats membres, l'Union européenne est partie prenante de cette convention et des délégations de la Commission, du Parlement et du Conseil doivent y participer, ainsi que des agences

européennes (Comité européen des régions, Comité Économique et Social Européen et Banque européennes d'investissement). De même la société civile (associations, syndicats, élus locaux, ONG) et les entreprises et scientifiques sont conviés pour participer aux journées thématiques (énergie, alimentation, tourisme, etc..)

Les pays s'engagent collectivement à réduire de 42% leurs émissions annuelles de gaz à effet de serre d'ici 2030 et de 57% d'ici 2035 par rapport aux niveaux de 1990. A défaut l'objectif de l'accord de Paris signé en 2015 lors de la COP 21, de limiter le réchauffement planétaire de 1,5° à 2° sur les températures de 1990. En l'état actuel des politiques nationales mises en œuvre, ce réchauffement pourrait atteindre 3,1° d'ici 2100, selon l'Organisation des Nations unies. La conférence doit permettre aux pays de présenter leurs plans d'actions nationaux actualisés sur le climat en fonction de l'accord de Paris et leurs versions nationales actualisées de leur plan à l'horizon 2025 sur les risques climatiques, les projets d'adaptation au changement climatique et les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Lors de la prochaine COP en 2025 à Belém au Brésil, les contributions seront étudiées.

A cette COP 29 baptisée "COP Finance", les parties doivent se mettre d'accord sur un nouvel objectif financier mondial pour le financement de l'adaptation et la lutte contre le changement climatique dans les pays les plus pauvres. En 2009, les pays développés se sont engagés à mobiliser 100 milliards de \$ en moyenne chaque année entre 2020 à 2025. De plus *"Les prêts constituent la principale catégorie de financement et sont principalement destinés aux pays à revenu intermédiaire"* nous informe l'ONU. Une situation augmentant *"les coûts d'investissements à un moment où de nombreux pays en développement sont aux prises avec une lourde dette publique et sont confrontés à des choix impossibles"*. Un fonds "pertes et dommages" abondé par les Etats les plus développés pour aider les pays du Sud a été obtenu lors des précédentes COP à celle-ci les représentants des différents pays doivent négocier sur la concrétisation de ce financement.

Source : *Tout l'Europe du 12 novembre 2024*

